

Lundi 20 décembre, Laurent Wauquiez, Président de la région Rhône-Alpes-Auvergne (AURA), a annoncé la suspension de « tout financement et toute coopération » de sa région avec un établissement d'enseignement supérieur, Sciences Po Grenoble. Cette déclaration constitue d'abord une déclaration médiatique particulièrement démagogique, tant les fondements légaux de cette décision sont douteux. Dans les faits, la région AURA n'a jamais financé directement l'établissement, mais uniquement des bourses pour certains étudiant-es, ainsi que des projets de formation continue ou d'action sociale. Cette annonce constituerait donc une sanction contre les étudiant-es issu-es des classes populaires, ainsi que contre les salarié-es qui pouvaient profiter de certaines formations continues.

Laurent Wauquiez justifie cette annonce au motif d'une supposée « dérive communautariste et idéologique » de Sciences Po Grenoble. Elle fait suite à une campagne menée par la presse conservatrice et des officines d'extrême-droite, au lendemain de la décision de la direction de Sciences Po Grenoble de suspendre provisoirement un enseignant de l'établissement. Cette suspension a été décidée à la suite de propos jugés diffamatoires à l'encontre de l'établissement, ainsi que des atteintes publiques à l'intégrité professionnelle d'autres membres du personnel de Sciences Po Grenoble. Ce constat n'est pas nouveau : dès janvier 2021, une institution nationale garante de la défense des libertés publiques, la Défenseure des droits, avait souligné que l'enseignant concerné avait « bafoué le droit au respect » de l'une de ses collègues. Cet avertissement fut sans effets, et l'enseignant concerné n'a cessé de porter atteinte à ses collègues depuis lors. Il aura fallu près d'une année pour que la direction de l'IEP prenne une décision permettant de protéger l'ensemble du personnel de l'établissement, la seule décision susceptible d'empêcher l'enseignant concerné de continuer à nuire intentionnellement aux conditions de travail et d'études de l'ensemble des personnels et étudiant-es de l'IEP de Grenoble.

Cet attentisme est lié aux demandes explicites formulées par le ministère de l'Enseignement supérieur, via un rapport remis en mai 2021, où les deux rapporteurs justifiaient honteusement le fait de ne pas engager de procédures disciplinaires contre l'enseignant concerné. Ce laxisme contrastait avec la sévérité dont les rapporteurs faisaient preuve à l'égard des élu-es étudiant-es, puisqu'ils préconisaient des procédures disciplinaires groupées contre les 17 élus étudiant-es. Alors que la direction de l'IEP s'était conformée à cette demande, les commissions disciplinaires ont été délocalisées à l'Université de Clermont Auvergne. Cette commission a statué souverainement en novembre 2021, en relaxant 16 étudiant-es sur les 17 concerné-es. Si cette décision constitue un désaveu ferme de l'instrumentalisation politique de l'affaire orchestrée par la Ministre Vidal, il n'en reste pas moins que l'usage de la voie disciplinaire aura constitué une manière d'intimider les étudiant-es et de dissuader toute action militante.

Ces attaques se déroulent dans un contexte de montée des idées réactionnaires dans le champ intellectuel et politique français. Dans la continuité de cette affaire, le Figaro a publié, le 22 décembre, une tribune signée par 40 « personnalités » parmi lesquelles se retrouvent le ban et l'arrière-ban du néo-conservatisme français, réunies sous la houlette d'une officine d'extrême-droite, l'Observatoire du décolonialisme. Certains signataires ne cachent pas leurs sympathies pour des courants politiques fascistes, d'autres frayent de longue date avec des organisations violentes et radicalisées, et d'autres encore sont coutumiers de propositions politiques outrancières (dont le rétablissement de la peine de mort). Le combat qu'ils mènent est une lutte à mort contre les libertés académiques, contre l'existence d'espaces qui permettent l'expression de controverses scientifiques constructives,

**SUD éducation dénonce cette décision de Laurent Wauquiez de supprimer les aides de la région AURA à l'IEP de Grenoble pour des motifs politiques démagogiques et réactionnaires.**

**Pour SUD éducation, les libertés académiques et les libertés en recherche ne sont pas négociables et ne doivent en aucun cas faire l'objet de basses manœuvres politiciennes. Il est temps, à l'IEP Grenoble comme dans l'ensemble des universités et des labos, de rendre aux chercheurs.euses le soin d'effectuer leurs recherches sans pressions politiques et sans injonctions idéologiques.**



Fédération SUD éducation  
Commission exécutive  
01 58 39 30 12  
[fede@sudeducation.org](mailto:fede@sudeducation.org)  
31 rue de la Grange aux Belles  
75010 Paris  
[www.sudeducation.org](http://www.sudeducation.org)